



LES SYNTHÈSES DÉFENSE

Octobre 2018

Barkhane

LE DÉTAIL D'UNE OPÉRATION ORIGINALE



Crédit image : Philippe CHAPLEAU

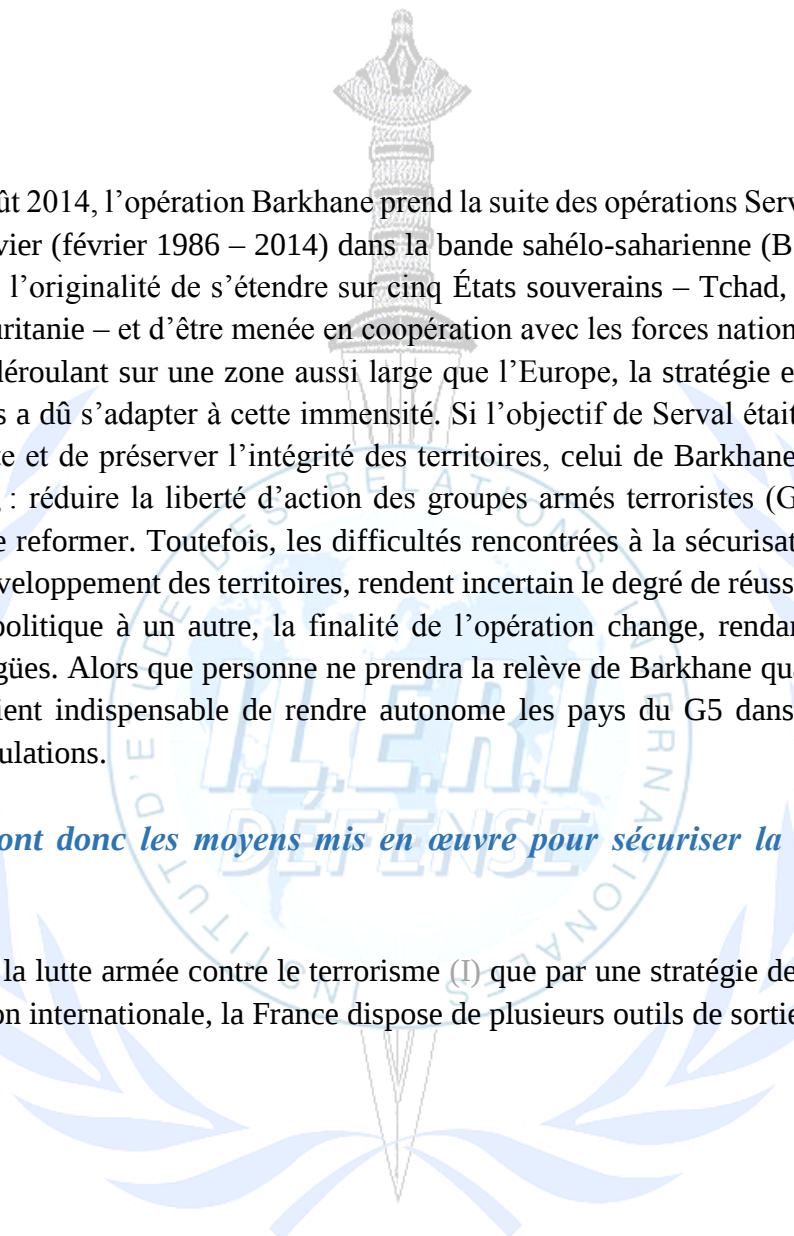
Thomas LEROY
Étudiant Master 1 - Relations Internationales à l'IRIS Sup'





Barkhane, le détail d'une opération originale

Thomas LEROY – diplômé du Bachelor de l'ILERI et étudiant en Master 1 relations internationales à l'IRIS Sup'



Le 1^{er} août 2014, l'opération Barkhane prend la suite des opérations Serval (janvier 2013 – 2014) et Épervier (février 1986 – 2014) dans la bande sahélo-saharienne (BSS). Dirigée par la France, elle a l'originalité de s'étendre sur cinq États souverains – Tchad, Niger, Burkina-Faso, Mali, Mauritanie – et d'être menée en coopération avec les forces nationales de ces pays (force G5). Se déroulant sur une zone aussi large que l'Europe, la stratégie employée par les forces françaises a dû s'adapter à cette immensité. Si l'objectif de Serval était de repousser la menace terroriste et de préserver l'intégrité des territoires, celui de Barkhane s'inscrit sur un temps plus long : réduire la liberté d'action des groupes armés terroristes (GAT) tout en les empêchant de se reformer. Toutefois, les difficultés rencontrées à la sécurisation pérenne des espaces et au développement des territoires, rendent incertain le degré de réussite de Barkhane. D'un discours politique à un autre, la finalité de l'opération change, rendant les ambitions françaises ambiguës. Alors que personne ne prendra la relève de Barkhane quand celle-ci sera dissoute, il devient indispensable de rendre autonome les pays du G5 dans leur capacité à protéger les populations.

Quels sont donc les moyens mis en œuvre pour sécuriser la bande sahélo-saharienne ?

Tant par la lutte armée contre le terrorisme (I) que par une stratégie de développement via la coopération internationale, la France dispose de plusieurs outils de sortie de crise (II).

I – La lutte française contre le terrorisme, l’ambiguïté d’un mandat

L’opération militaire Barkhane a une vocation guerrière. Mais comment combattre un ennemi qui nous évite ? La réponse adéquate semble relever de la mise en service des forces nécessaires (1), d’une planification stratégique adaptée à l’environnement (2) et de l’établissement d’objectifs de mission clairs (3).

1) Le détail des forces françaises dans la BSS

L’opération Barkhane, c’est 3 000 soldats au début de l’opération, déployés sur cinq États - 4 500 soldats aujourd’hui. Rien qu’entre 2014 et 2016, 16 tonnes d’armes ont été saisies ou neutralisées, 27 000 heures de vols ont été effectuées et plus de 800 opérations ont été menées¹. Matériellement, Barkhane dispose de 8 Mirages 2000 C/D/N, 6 à 10 avions de transports tactiques, 5 drones, 17 hélicoptères, 4 Caesar, 300 véhicules logistiques et 300 véhicules blindés². Au total, 22 militaires français sont morts depuis les débuts de l’opération. Commandées depuis le 26 juillet 2018 par le général Frédéric Blachon, les troupes françaises ont dans la BSS trois points d’appui : Gao au Mali, Niamey au Niger et N’Djamena au Tchad. La mission est structurée selon deux fuseaux Est/Ouest parallèles avec chacun un groupement tactique interarmes (GTIA). Le volet terrestre au Mali regroupe 1 000 soldats et se compose essentiellement de deux groupes tactiques-désert répartis à Kidal, Tessalit et Gao. Au Tchad, les troupes au sol françaises sont réparties entre N’Djamena, le camp d’Abèche à l’est, le camp de Feva et celui de Largeau au nord. Le camp de Koseï³ qui accueillait depuis 1986 le commandement de la force Épervier constitue aujourd’hui le point d’appui des forces du fuseau Est ; on y trouve le commandement interarmées du théâtre d’opération⁴. Afin de faire face aux groupes armés libyens imprévisibles et à Boko Haram près du lac Tchad, deux bases au Nord et au Sud du Tchad ont également été installées. Pour faire face au défi logistique que représente l’immensité du territoire à couvrir, Barkhane bénéficie de 3 SPOD⁵ à Dakar, Abidjan et N’Djamena, ainsi que de 2 APOD⁶ à Niamey et N’Djamena, qui représentent également l’entrée de théâtre au niveau communication⁷. Si la présence française s’étend régionalement, il ne faut pas oublier que ces États sont souverains. Ainsi, le Niger a par exemple demandé aux armées françaises de rester discrètes quant à leurs actions, afin de ne pas empiéter sur l’image du gouvernement. Toutefois, au vu de la situation actuelle, les troupes françaises jouissent d’une liberté d’action indéniable, qui leur permet de mettre en place leur stratégie.

¹ Armées d’aujourd’hui, *Barkhane, deux ans d’opération*, N°410, septembre-octobre 2016.

² Dossier presse Opération Barkhane – avril 2018.

³ À N’Djamena.

⁴ PCIAT : Poste de Commandement Interarmées de Théâtre.

⁵ SPOD : Sea Port Of Debarkation.

⁶ APOD : Airport Of Debarkation.

⁷ SYRACUSE est le système de transmission de Barkhane.

2) Mise en place d'une stratégie mouvante et adaptée

Afin de comprendre la stratégie française, encore faut-il savoir contre qui l'on se bat. Au Mali, la menace terroriste initialement au Nord s'est peu à peu dispersée à la suite de l'opération Serval. L'épicentre des groupes armés est maintenant au centre du pays et déborde sur le Burkina Faso et sur le Niger. Au total, 500 à 1 000 terroristes forment le noyau dur des combattants⁸. Actuellement, les affrontements n'ont pas l'intensité des combats du Nord du Mali lors de l'opération Serval. La menace est indirecte (mines, tirs indirects) et la guerre est asymétrique⁹, comme nous l'a rappelé l'attaque suicide à Gao dans le quartier d'Aljabandia le 1^{er} juillet 2018. Ainsi, comment combattre une armée qui nous évite ? Selon le général Xavier de Woillemont, commandant de la force Barkhane de 2016 à 2017, il s'agit de trouver l'équilibre entre mobilité et protection suffisante¹⁰. En ce sens, la force aéroportée s'avère d'une grande utilité car capable de réagir très vite quand l'armée malienne est attaquée – ceux-ci étant les cibles privilégiées car plus fragiles. L'intégration du renseignement dans la manœuvre est également d'une grande importance. Celui-ci ne doit pas être du renseignement pour du renseignement, mais un renseignement qui permet l'action, un déploiement rapide en réaction à la prise d'information. Celle-ci s'obtient de trois manières : renseignement d'origine électromagnétique (ROEM) ; renseignement visuel ; renseignement humain. À savoir, cette dernière forme de renseignement est souvent apportée par les membres du G5, ayant un contact plus facile avec la population. Toutefois, il est parfois difficile d'exploiter les informations, les habitants craignant pour leur vie s'ils parlent, et l'immensité du territoire retardant l'arrivée sur zone. Selon Emmanuel R. Goffi, l'élongation soulève différentes problématiques¹¹ : le ravitaillement, le soutien au personnel (évacuation), le manque de moyens logistiques et matériels, les problèmes de communication, le recueil plus difficile du renseignement, le sous-dimensionnement des effectifs, les conditions extrêmes d'emploi des moyens. Exemple de cette dernière difficulté, les hélicoptères *Caracal* prévus pour durer 3 000 heures ne durèrent qu'entre 60 et 100 heures du fait de la chaleur et de la poussière¹². Concrètement, le général Jean-Pierre Palasset distingue deux types d'opérations menées par les soldats de Barkhane : les opérations « coup de poing » et les missions de harcèlement, essentiellement dans le massif du Tigharghar¹³. L'objectif est de réduire la liberté d'action des groupes terroristes, en les empêchant de se connecter entre eux - c'est le but de l'opération HAVRE lancée le 1^{er} août 2014, qui neutralise leurs flux logistiques en menant des opérations avec la MINUSMA et en partenariat avec les pays du G5 Sahel¹⁴. Toutefois, des succès tactiques ne permettent pas à eux

⁸ Témoignage du général de division Xavier de Woillemont, octobre 2017.

⁹ Le colonel Ph. Boone précise ainsi que « la guerre asymétrique, c'est l'absence de correspondance entre les buts, les objectifs et les moyens des forces belligérantes », ministère de la Défense.

¹⁰ Retex Barkhane, Témoignage du général de division Xavier de Woillemont, disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=L2ynMBpgbjA>

¹¹ Emmanuel R. Goffi, *Opération Barkhane : entre victoires tactiques et échec stratégique*, juin 2017.

¹² Oger Eric, *Opération Barkhane et hommage*, disponible sur Calameo : <https://fr.calameo.com/read/0040800274326bda1e726>

¹³ TIM, *Unis pour faire face*, N°260, décembre 2014 – janvier 2015, p.24.

¹⁴ Oger Eric, *Opération Barkhane et hommage*, disponible sur Calameo : <https://fr.calameo.com/read/0040800274326bda1e726>

seuls de remporter une victoire stratégique. Pour l'atteindre, les efforts doivent s'accompagner d'ambitions politiques claires et définies.

3) L'ambiguïté des objectifs fixés

À l'origine, l'objectif de Barkhane était « d'éradiquer le terrorisme, dans l'intérêt du Mali, dans l'intérêt de l'Afrique et dans l'intérêt également de la stabilité du monde »¹⁵. L'année suivante, François Hollande déclarait que : « nous n'avons jamais prétendu que notre intervention allait faire disparaître le terrorisme dans la région »¹⁶. Pour autant en 2014, Jean-Yves Le Drian annonce l'opération Barkhane sur l'ensemble de la BSS : « Serval est derrière nous, mais notre rôle au Mali et maintenant dans la bande-sahélo-saharienne demeure plus que jamais l'éradication du terrorisme djihadiste »¹⁷. En 2015 J-Y Le Drian déclarait qu'il s'agissait de neutraliser les groupes armés¹⁸, l'année suivante François Hollande parle lui de maintenir la pression sur les terroristes¹⁹. Le 19 mai 2017, Emmanuel Macron revire encore de bord en annonçant qu'il s'agit d'éradiquer le terrorisme. Si l'objectif de Serval était clair, celui de Barkhane l'est beaucoup moins. S'agit-il de contenir ou de détruire les terroristes ? La nuance a son importance, puisque les réponses à apporter sont différentes. Dans le premier cas la force militaire seule suffit, dans le deuxième il s'agit de mener en parallèle une action de développement des territoires, de gagner la confiance des populations, et de travailler à la reconstruction des États affectés par les attaques terroristes. Si nos troupes œuvrent dans ce sens, l'axe fixé par le nouveau chef des armées – communication politique plus que stratégique sur la lutte contre le terrorisme – prête à réflexion quant aux exigences réelles de la situation. Comme le montre en effet un rapport de la MINUSMA²⁰ du 26 décembre 2017, la situation sécuritaire se dégrade à nouveau : le terreau propice au recrutement terroriste n'étant pas résolu, cela permet aux groupes de se restructurer malgré leurs défaites. Il s'agirait donc d'intensifier l'action de coopération et d'aide entreprise jusqu'à présent.

¹⁵ Fédération internationale des ligues droits de l'homme/Association malienne des droits de l'Homme. Mali : Terrorisme et impunité font chanceler un accord de paix fragile. Note de position conjointe. Mai 2017. p. 8 et 4.

¹⁶ François Hollande. Conférence de presse du Président de la République française, sur le système d'écoutes américain et l'Union européenne, l'économie numérique et sur l'Union bancaire. Bruxelles le 24 octobre 2013.

¹⁷ Jean-Yves Le Drian. Déclaration du ministre de la Défense, en hommage au major Nikolic, un militaire de la Légion étrangère mort au combat au Mali. Laudun-l'Ardoise, 22 juillet 2014.

¹⁸ Jean-Yves Le Drian. Déclaration du ministre de la Défense, sur la politique de défense de la France, faite à l'occasion des Universités d'été de la Défense. Strasbourg (Bas-Rhin), 14 septembre 2015.

¹⁹ François Hollande. Déclaration du Président de la République française, sur les défis et priorités de la politique de défense, faite à l'occasion de la réception en l'honneur des Armées. Paris, 13 juillet 2016.

²⁰ MINUSMA : Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation du Mali.

II – La coopération internationale, outil de sortie de crise

La coopération n'est ici désignée qu'en tant qu'outil afin de ne pas oblitérer l'importance cruciale que représente à elle seule l'action militaire française au Mali puis dans la BSS. Toutefois, la France n'a ni les capacités ni le rôle pour résoudre cette crise seule. Elle met donc en place des moyens de coopération avec la force G5 (1) ainsi qu'avec différents acteurs (2). L'aide humanitaire est un enjeu majeur de cette coopération (3).

1) La force G5 : objectif autonomie

Le premier objectif que s'est fixé le ministère de la Défense, en déclenchant Barkhane, était de trouver comment faire pour repartir au plus vite. La réponse était simple, il fallait former les armées nationales détruites par les terroristes. En ce sens, le G5 Sahel est lancé lors d'un sommet du 15 au 17 février 2014. Il se dote d'une convention le 19 novembre 2014 à Niamey au Niger. Celui-ci est doté d'un budget de 423 millions d'euros²¹ et tient des réunions à un rythme semestriel organisées à tour de rôle par chaque pays membre. L'objectif affiché est d'être à terme capable de s'occuper seul de la menace terroriste, en coopérant tout d'abord avec la France considérée comme « partenaire stratégique » tant en se formant auprès d'elle qu'en menant des actions de terrain de manière commune²². Ainsi, en mars 2016 est lancée l'opération OSSAU de formation par l'armée française des troupes de la FAMa²³. Du point de vue français, la finalité est de diminuer la menace terroriste pour la mettre à leur portée, tout en menant une action bilatérale et de groupe avec le G5 et ses membres. La formation est l'affaire de tout Barkhane : que ce soit en termes de logistique, de combat ou de renseignement. Il s'agit de redonner confiance à des armées défaits par le terrorisme. Facilitée par un langage commun, la coopération France – G5 se matérialise à travers différentes manœuvres : mi - décembre 2016 par exemple lors de l'opération militaire conjointe transfrontalière (OMCT) tripartite – France, Mali et Niger – nommée Garekou, dans l'extrême Sud-Est de la moitié Nord du Mali, visant à réduire la liberté d'action des GAT. Preuve de sa confiance pour les armées du G5, la France rétrocède le camp Damien Boiteux aux autorités maliennes le 27 octobre 2014. Toutefois, il convient de nuancer leur effectivité : lors de l'opération *Black cow* menée par le G5 le 28 octobre 2017, la dépendance logistique vis-à-vis de la France fut flagrante. Si certains bataillons sont opérationnels, le chantier est encore énorme. Afin de réussir une telle entreprise, différents acteurs apportent également leur pierre à l'édifice.

²¹ Philippe Leymarie, *Une coopération régionale pour s'émanciper de la France*, Le Monde Diplomatique, 2018.

²² Détachements de liaison et d'assistance opérationnels (DLAO).

²³ FAMa : Force Armée Malienne.

2) Différents acteurs de coopération

En effet, différentes missions ont été menées dans la BSS en soutien des forces françaises et du G5. Tout d'abord, l'EUTM Mali²⁴, lancée le 18 février 2013. Depuis cette date, 10 000 soldats ont été formés par l'EUTM Mali, étendue jusqu'au Niger dans le cadre de son troisième mandat. Son effectif est de 600 militaires provenant d'une vingtaine d'États membres²⁵. Vient ensuite la MINUSMA, créée le 25 avril 2013 par la résolution 2100 du CSNU²⁶, en relève de la MISMA²⁷. La mission regroupe 8 000 casques bleus, dont le but est de protéger la population. Elle est un partenaire privilégié de la force Barkhane. Le 29 juin 2017, elle est reconduite par la résolution 2364 et est dorénavant composée de 13 200 soldats²⁸. Il est à souligner que ceux-ci sont les plus touchés par les attaques terroristes. Autre partenaire, uniquement de la France cette fois, les États-Unis qui mettent à sa disposition toute une logistique de transport aérien. L'Algérie, armée la plus puissante de la région, ne prend, elle, pas part à l'opération. Enfin, l'armée française a jusqu'à présent toujours refusé de coopérer avec des Groupes armés signataires (GAS), jugés trop imprévisibles. Ceux-ci devant disparaître en entrant dans l'opposition politique ou en rejoignant l'armée nationale, agir avec eux serait retarder leur disparition. Les accords d'Alger du 15 mai et 20 juin 2015 avaient ainsi l'objectif d'une démilitarisation de ces groupes dissidents et parfois séparatistes, comme c'est le cas des rebelles Touaregs - ceux-ci n'avancent toutefois pas très vite. Au-delà de la coopération militaire et de la protection des civils, c'est une aide humanitaire qui est également apportée dans la BSS.

3) L'aide humanitaire comme enjeu majeur

En 2017, 144 000 soins infirmiers, 25 000 consultations et 1 500 opérations chirurgicales ont été menées dans le cadre d'aides médicales au profit des populations du Mali et du Tchad²⁹. Cette aide s'inscrit dans la volonté non seulement de créer un lien favorable avec les populations mais aussi d'aider à la reconstruction des États du G5. Lors de l'opération de coopération PIANA dans la région du Gourma Rharous au Sud Tombouctou - comme dans une multitude d'autres missions - des actions civilo-militaires sont entreprises : distribution de stylos et de cahiers, remise selon la tradition d'un sac de tabac et de dattes au chef du village de Doro, etc. Des aides publiques au développement sont également fournies au pays de la BSS pour la reconstruction des États, bien que celles-ci peinent à se rendre visibles du fait de problèmes démographiques annulant la croissance économique. Alors que les troupes maliennes sont accusées de graves violations des droits de l'Homme sous couvert de lutte anti-terroriste, le lien

²⁴ EUTM Mali : Mission de Formation de l'Union Européenne au Mali.

²⁵ Béret Rouge, *Dossier : MCF Barkhane*, N°250, juin 2018.

²⁶ CSNU : Conseil de Sécurité des Nations-Unies.

²⁷ MISMA : Mission Internationale de Soutien au Mali sous conduite africaine.

²⁸ Rapport de la MINUSMA du 26 décembre 2017.

²⁹ Béret Rouge, *Dossier : MCF Barkhane*, N°250, juin 2018.

de confiance avec les populations est long à se mettre en place. Ce qui est certain, c'est que l'absence de leadership africain ne peut être remplacé par une intervention militaire française.



Pour aller plus loin

Hanne Olivier & Larabi Guillaume, *Jihâd au Sahel - Menaces, opération Barkhane, coopération régionale*, édition Bernard Giovanangeli, 2015, 190 pages

Flichy Thomas, *Opération Serval au Mali*, édition La Vauzelle, 2013, 124 pages

Ministère des Armées, *Opération Barkhane*, dossier de presse, avril 2018 consultable sur <https://www.defense.gouv.fr/content/download/492362/8406707/DP-BARKHANE-0118.pdf>